

## MOTION VOTÉE À L'UNANIMITÉ LORS DE L'HEURE D'INFORMATION SYNDICALE DU 18 JANVIER 2024

A l'heure où l'Education nationale est présentée comme une priorité par notre Président, nous tenons à exprimer notre **colère devant les réformes hâtives qui s'enchaînent au fil des années et détruisent plus qu'elles ne renforcent notre système éducatif.**

Notre ministre de tutelle, Mme Oudéa-Castéra, a fort justement fait remarquer que **les enseignants ne sont malheureusement pas suffisamment remplacés** – même s'il semblerait que l'école Littré, à Paris, n'était pas particulièrement impactée par ce type de problème. Nos ministres successifs ont fortement insisté sur le manque de remplacements de courte durée, comme si les formations et les sorties scolaires effectuées par les enseignants, au lieu d'enrichir leurs pratiques, étaient la cause de la dégradation de l'éducation. Ces discussions font oublier le problème le plus crucial : celui des postes et **remplacements de longue durée**. Nos élèves de 5<sup>e</sup> Segpa n'ont pas cours de physique-chimie ni de technologie depuis le début de l'année. Ceux de 6<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> Segpa n'ont pas de géographie depuis septembre. Un de nos collègues de français n'a pas été remplacé pendant les 2 mois de formation pour lesquels l'inspection académique était prévenue depuis le mois de juillet. Nous n'avons toujours pas d'AESH-co dans notre ULIS et nos AESH font, avec tout le professionnalisme qui les caractérise, comme ils peuvent pour accompagner en même temps, quelques heures par semaine seulement, des dizaines d'élèves souffrant de problématiques diverses. Le système de remplacement par pacte, qui met à mal notre statut et voudrait faire croire à une revalorisation, ne cachera jamais les manques criants de titulaires et remplaçants dans l'école publique, et au collège Molière en particulier. Nous n'avons par ailleurs toujours pas de psychologue de l'éducation nationale.

Nous nous inquiétons également des effets d'annonce successifs censés faire remonter le niveau scolaire des élèves.

Rappelons que, l'année dernière, la technologie a été supprimée en 6<sup>e</sup>, au profit d'une heure de soutien de français et de mathématiques souvent déconnectée de l'enseignement en classe – et donc du sens que les élèves peuvent apporter à leur travail. Cette heure de soutien sera supprimée l'année prochaine, mais la technologie ne sera pas réintroduite. Nous constatons donc que, en **un an, les élèves de 6<sup>e</sup> seront discrètement passés des 26h d'enseignement réglementaires à 25h.**

Rappelons aussi que les élèves de 6<sup>e</sup> de notre collège bénéficiaient, avant les programmes de 2016, de 6h de français par semaine avec leur professeur, et que le fait d'interdire de donner plus de 26h de cours a réduit ce volume d'heures à 4h30 par semaine. Comment peut-on imaginer dans ces conditions que le niveau des élèves puisse s'améliorer dans cette matière en particulier ?

Une nouvelle proposition est apparue pour les mathématiques et le français sans qu'elle ne soit une demande des enseignants de ces matières. Notre ancien ministre de l'Education nationale, M. Attal, a proposé de faire des **groupes de niveau en 6<sup>e</sup> et en 5<sup>e</sup>**. Cela implique un plus grand nombre d'enseignants dans ces matières, puisqu'il y aura désormais trois enseignants de français et de mathématiques pour deux classes. **Nous ne savons où ces enseignants seront trouvés** puisque des postes sont encore fermés dans les concours et que le métier est de moins en moins attractif. S'agira-t-il d'étudiants découvrant le métier ? De personnels contractuels

recrutés in extremis ? Quoi qu'il en soit, nous n'avons pas choisi de nous investir dans un collège public pour **effectuer une ségrégation entre les élèves dès l'âge de 11 ans**. Si un travail par groupe de compétences peut s'avérer intéressant ponctuellement et sur certaines heures pour aider les élèves en difficulté, il ne nous semble pas pertinent de les séparer sur l'ensemble des heures de cours de leurs autres camarades. Les études sociologiques montrent qu'il y a malheureusement souvent un **lien entre le milieu social des élèves et leur réussite**. Nous ne souhaitons pas introduire au sein de l'école publique la reproduction sociale à l'extrême. Notre but n'est pas de favoriser l'entre-soi, mais le bien-être et la progression de tous. De nombreuses études montrent que **moins les classes sont chargées, plus les élèves progressent**, quel que soit leur niveau. Nous attendons donc des changements en ce sens.

Ces propositions de groupes de Français et Mathématiques alignés ne font pas que nous poser un **problème éthique**. Elles vont impliquer un bouleversement profond dans l'organisation de la vie au collège des élèves et des enseignants. On pourrait les résumer ainsi :

- **Fin du cadre rassurant de la classe** pour les élèves de 6<sup>e</sup>, arrivant de primaire. Organisation type lycée ou fac pour des enfants de 11 ans.
- **Abandon des élèves les plus fragiles** : sans tête de classe, et avec de grandes difficultés, voire des troubles de l'attention ou du comportement, ils seront réunis tous ensemble au lieu d'être répartis dans des classes où ils apprennent à vivre ensemble.
- **Impossibilité de répartir correctement les élèves dans les classes** en juin. Des élèves que l'on aura soigneusement séparés au moment de la constitution des classes risquent de se retrouver ensemble dans les groupes
- **Complexité de la mise en place concrète de ces groupes de niveau** (comment constitue-t-on les groupes à la rentrée pour des élèves de CM2 que l'on ne connaît pas ?)
- **Impossibilité pour les enseignants de français et de mathématiques d'être professeurs principaux des classes**, puisqu'ils n'auront plus que des groupes.
- **Contraintes énormes sur les emplois du temps** de tous (élèves, enseignants en temps partiel...).
- Obligation pour les enseignants de mathématiques et de français de **travailler sur tous les niveaux à la fois** afin de pouvoir assurer tous les cours alignés.

Et enfin, et ce ne sont pas les moindres problèmes :

- **Diminution des heures allouées à d'autres matières.**
- **Postes d'enseignants d'autres matières fragilisés.**

La formation des futurs citoyens que sont nos élèves ne passe pas que par l'enseignement des mathématiques et du français. Il n'est pas question pour nous de dépouiller les autres matières des doublages qui leur sont nécessaires pour mettre en œuvre une réforme que nous ne demandons pas. La manipulation en sciences et en technologie n'est pas accessoire et nous insistons sur le fait que **nous ne voulons pas voir de nouvelles dégradations arriver dans ces matières**, ni en langue vivante ou dans les langues anciennes. Nous n'avons pas assez lutté contre la perte de la technologie en 6<sup>e</sup>, mais nos yeux sont désormais décillés, et nous voyons à quel point toute réforme effectuée à la hâte ne fait qu'abîmer un peu plus le service public dont nous sommes fiers et en lequel nous croyons. C'est pourquoi, **nous**

**demandons la plus grande transparence cette année dans la répartition des heures entre équipes et enseignants. La disparition de la technologie en 6<sup>e</sup> a été extrêmement destructrice pour des collègues** qui ont perdu leur poste, le sens de leur travail, et qui ont été déplacés comme des pions inutiles. Nous ne souhaitons pas que de telles situations se reproduisent.

Nous ne supportons plus les **inégalités profondes** que nous constatons dans l'Education nationale :

- **Inégalité de traitement entre les établissements publics et un certain nombre d'établissements privés** (dont on peut parfois questionner leur adhésion aux principes de la République) qui bénéficient de DHG plus conséquentes avec des financements publics (Cf lycées sous contrat dans l'académie de Paris, qui ont 29,7 élèves par classe contre 34,2 dans le public) ou qui contournent les 26 heures réglementaires octroyées aux élèves (le lycée Stanislas à Paris propose ainsi 1h de mathématiques en plus à ses élèves de 3<sup>e</sup>).
- **Inégalité devant les apprentissages des élèves porteurs de handicap.** De nombreux élèves ayant d'immenses besoins de suivi ne sont accompagnés que quelques heures par des AESH mutualisés. Les structures médico-sociales, coûteuses, sont insuffisantes. Nous savons qu'il manque plus de 11 000 places pour des enfants en IME dans toute la France. Ces élèves se retrouvent parachutés avec une aide absolument insuffisante dans les classes des établissements publics, ce qui est d'une grande violence.
- **Inégalité et injustice concernant notre droit à la formation.** Les formations ne seront plus dispensées sur temps scolaire l'année prochaine. Elles seront autorisées les jours où les enseignants ne sont pas devant élèves – comme si les heures qu'ils dédient à la préparation de leurs cours et de leurs corrections étaient un temps inemployé, dont ils n'avaient pas besoin. Par ailleurs, proposer des formations sur les moments de vacances limite de fait le droit à la formation des parents de jeunes enfants – souvent celui des femmes.

Face à toutes ces difficultés, nous n'avons besoin ni d'uniforme, ni de ségrégation entre les élèves, ni de remise en cause de l'investissement des enseignants qui tiennent à bout de bras un service public volontairement dégradé. **Nous avons besoin d'équité sur le territoire, de TZR formés pour les remplacements de longue durée, d'une prise en charge réelle et solide des élèves porteurs de handicap, de personnels médicaux et sociaux à temps plein et de classes à moins de 25 élèves.** Ainsi, nous apporterons à tous les élèves, quels que soient leur origine, leur milieu social ou leurs compétences l'aide pleine et entière qu'ils méritent tous.

Les enseignants du collège Molière, avec leurs sections SNES, SNFOLC et SUD